



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



L'Union interparlementaire (UIP), ONU Femmes et la Mission permanente du Canada ont le plaisir de vous inviter à prendre part à la réunion parallèle organisée à l'occasion de la 62^{ème} session de la Commission de la condition de la femme, intitulée :

Assurer la sécurité des femmes en politique : les solutions institutionnelles

Mercredi 14 mars 2018 de 10 h à 11 h 15

Salle de réunion D¹, Bâtiment des conférences, Siège des Nations Unies, New York

Le mouvement suscité par la campagne #MeToo nous confronte aux proportions planétaires prises par la culture du harcèlement et des agressions de nature sexuelle. Les institutions politiques, qui figurent au nombre des environnements de travail gangrenés par les comportements hostiles aux femmes, sont désormais sommées de mettre un terme à ces abus. Elles sont ébranlées par le témoignage de femmes parlementaires, membres du personnel parlementaire, candidates aux élections, militantes politiques et journalistes, qui révèlent au grand jour la violence fondée sur le sexe dont elles ont été victimes dans la sphère politique.

En 2016, l'UIP a rendu publics les premiers chiffres mondiaux sur la violence à l'encontre des femmes parlementaires. Cette étude, fruit d'entretiens avec des femmes parlementaires du monde entier, révélait que [le sexisme, le harcèlement et la violence à l'encontre des femmes parlementaires](#) étaient des problématiques universelles entravant l'égalité des sexes et sapant les fondements mêmes de la démocratie.

Si le parlement, les partis politiques et les autres instances de la vie politique sont censés servir d'exemple, comment se fait-il que le sexisme, la violence à l'encontre des femmes, et tout particulièrement le harcèlement sexuel, soient si souvent considérés, dans ces institutions, comme des "traditions politiques" et non comme des violations des droits fondamentaux des femmes ? Comment les parlements, les partis politiques et les autres institutions politiques pourraient-elles garantir l'instauration d'un environnement de travail et d'une culture institutionnelle sûrs et sécurisés, tant pour les femmes que les hommes ? Dans quelle mesure les médias sociaux exacerbent-ils le problème ? Comment les campagnes dans les médias sociaux telles que #MeToo peuvent-elles aider les institutions politiques à se mobiliser contre le sexisme, le harcèlement sexuel et la violence à l'encontre des femmes en politique ?

Cette réunion offrira l'occasion de débattre de ce que les institutions politiques peuvent entreprendre pour mettre un terme à la culture du silence et de l'impunité entourant le sexisme, le harcèlement sexuel et les autres formes de violence exercées à l'encontre des femmes engagées en politique, en mettant en avant les initiatives nouvelles et les solutions proposées aux échelons mondial, régional et national.

Allocution d'ouverture :

Mme Margaret Mensah-Williams

Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP

Présidente du Conseil national de Namibie

Mme Gabriela Cuevas Barron

Présidente de l'Union Interparlementaire

M. Geoff Regan

Président de la Chambre des Communes du Canada

Interventions :

Dr. Dubravka Šimonović, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Mme Purna Sen, Directrice de la division chargée des politiques, ONU Femmes

Mme Mary Anne Franks, Professeur de droit, Faculté de droit de l'Université de Miami et Directrice de la politique technique et législative, Cyber Civil Rights Initiative

Les interventions seront suivies d'un débat ouvert à tous les participants.

¹ Cette salle ne disposant pas d'installations pour l'interprétation, la réunion se déroulera uniquement en anglais.